



Strasbourg, 23 avril 2004

Greco (2004) 6F

17^{ème} Réunion Plénière du GRECO
(Strasbourg, 22–25 mars 2004)

RAPPORT SOMMAIRE DE LA REUNION

Document préparé
par le Secrétariat du GRECO

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| I. Ouverture de la réunion : | 3 |
| II. Adoption de l'ordre du jour : | 3 |
| III. Communication du Président : | 3 |
| IV. Communication du Secrétaire Exécutif : | 3 |
| V. Procédure d'évaluation de 1^{er} cycle : | 4 |
| Examen du Projet de Rapport d'Evaluation sur les Etats-Unis d'Amérique : | 4 |
| VI. Procédure d'évaluation de 2^{ème} cycle : | 5 |
| Examen du Projet de Rapport d'Evaluation sur la République Slovaque : | 5 |
| VII. Procédure de conformité suite au 1^{er} cycle d'évaluation : | 6 |
| Examen du Projet de Rapport de Conformité sur la Suède : | 6 |
| VIII. Le statut d'observateur auprès du GRECO : | 6 |
| IX. Demande de commentaires adressée au GRECO : | 6 |
| X. Adoption du Quatrième rapport général d'activités du GRECO : | 7 |
| XI. Divers : | 7 |
| XII. Adoption de la liste des décisions du GRECO : | 7 |
| XIII. Clôture de la réunion et dates des prochaines réunions: | 7 |
| <u>Annexe I:</u> Liste des participants..... | 8 |
| <u>Annexe II:</u> Ordre du jour | 16 |

I. Ouverture de la réunion

1. Le Président, M Drago KOS (Slovénie), ouvre la 17^{ème} Réunion Plénière du GRECO. La liste des participants figure à l'Annexe I du présent rapport.
2. Le Président souhaite la bienvenue à tous les représentants et tout particulièrement aux nouvelles délégations de la Turquie et de l'Arménie ainsi qu'aux nouveaux représentants nommés par l'Estonie, l'Irlande et la Grèce.
3. Le Président informe les représentants du départ de M. Manuel LEZERTUA du Secrétariat du GRECO et de sa nomination au poste de Chef du Service des Problèmes Criminels, à la Direction Générale des Affaires Juridiques. M. KOS présente aux participants le nouveau Secrétaire Exécutif du GRECO, M. Wolfgang RAU, en fonction depuis le 1^{er} mars.

II. Adoption de l'ordre du jour

4. L'ordre du jour de la réunion est adopté tel qu'il figure à l'Annexe II du présent rapport. Dans l'avenir, l'ordre du jour contiendra un point concernant « l'adoption de la liste des décisions ».

III. Communication du Président

5. Le Président informe le GRECO qu'il a tenu une allocution dans le cadre d'une conférence organisée à Rome, le 27 février 2004, par le Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, sur le Code de conduite pour les élus locaux et régionaux. La conférence avait pour objectif de promouvoir auprès des responsables locaux et régionaux les politiques spécifiques du Conseil de l'Europe pour lutter contre la corruption et favoriser l'éthique publique à tous les échelons de l'administration.
6. Lors d'une récente visite au Monténégro, le Président s'est entretenu avec le Ministre des Affaires Etrangères. Celui-ci lui a assuré de la bonne préparation des futures visites d'évaluation dans son pays.
7. Finalement, le Président souligne l'importance du Séminaire sur les conventions de lutte contre la corruption et les mécanismes de monitoring du CdE, qui a eu lieu à Erevan (Arménie), les 19 et 20 janvier 2004, avec la participation de trois experts du GRECO : Mme Anna HODGSON (Royaume-Uni), M. Kazimir ABERG (Suède)¹ et Mme Isabelle VAN HEERS (Belgique, Vice-Présidente du GRECO)². Le Secrétariat du Conseil de l'Europe a été représenté par M. Manuel LEZERTUA et M. Hervé BOUGE. A l'occasion de ce séminaire, les autorités arméniennes ont remis au Secrétaire Exécutif du GRECO la notification, adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, concernant l'adhésion de leur pays au GRECO.

IV. Communication du Secrétaire Exécutif

8. Le Secrétaire Exécutif, M. Wolfgang RAU, informe les participants de la visite récente du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en Autriche, lors de laquelle il a souligné l'importance pour tous les Etats membres du CdE, qui ne l'auraient pas encore fait, de rejoindre le GRECO, suite aux recommandations du Comité des Ministres, de l'Assemblée Parlementaire, mais aussi de la Commission Européenne et du Parlement

¹ La présentation de M. Kazimir ABERG figure au document : Greco Inf (2004) 5E.

² La contribution de Mme Isabelle VAN HEERS figure au document : Greco Inf (2004) 4E.

européen. Le Secrétaire Exécutif ajoute que, dans sa Résolution 1365 de janvier 2004 sur « les aspects économiques de l'élargissement de l'Union Européenne : les années cruciales en perspective », l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a renouvelé son appel à ce que l'Union Européenne adhère au GRECO et ratifie les conventions pénale et civile contre la corruption.

9. Le Secrétaire Exécutif informe les membres du GRECO de la participation d'un agent du Secrétariat, M. Spyros TSOVILIS, à une conférence du *Anti-Corruption Network*, organisée par l'OCDE à Paris du 19 au 21 janvier 2004. A cette occasion, il a été rappelé aux participants russes et ukrainiens qu'il n'était pas nécessaire de ratifier les conventions pénale et civile sur la corruption pour pouvoir adhérer au GRECO.

10. Le Secrétaire Exécutif informe les participants des nouveaux développements intervenus depuis la 16^{ème} Réunion Plénière du GRECO (8-12 décembre 2003) :

- La Convention STE n° 173 a été ratifiée par l'Azerbaïdjan le 11/02/2004, la Belgique le 23/03/2004, la Moldova le 14/01/2004, l'Islande le 11/02/2004 et la Norvège le 02/03/2004. Elle est entrée en vigueur à l'égard de l'Irlande le 01/02/2004 et du Royaume-Uni le 01/04/2004. Elle entrera aussi en vigueur à l'égard de la Moldova le 01/05/2004, de l'Azerbaïdjan et de l'Islande le 01/06/2004, de la Belgique, de la Norvège et de la Turquie le 01/07/2004. A ce jour 29 pays l'ont ratifiée, 17 autres l'ont signée.³
- La Convention STE n° 174 a été ratifiée par l'Azerbaïdjan le 11/02/2004 (entrée en vigueur le 01/06/2004), la Moldova le 17/03/2004 (entrée en vigueur le 01/07/2004) et signée par la Lettonie le 04/02/2004 et l'Arménie le 17/02/2004. Elle est entrée en vigueur à l'égard de la Turquie le 01/01/2004 et de la Hongrie le 01/04/2004. A ce jour, 20 pays l'ont ratifiée⁴, 18 autres l'ont signée.⁵
- Le Protocole sur les arbitres et les jurés (STE n° 191) a été ratifié par la Bulgarie le 04/02/2004 et la Norvège le 02/03/2004 et signé par les Pays-Bas le 26/02/2004 et la Slovénie le 09/03/2004. A ce jour, 3 pays l'ont ratifié, 23 autres l'ont signé. 5 ratifications sont nécessaires pour l'entrée en vigueur du Protocole STE n° 191.
- Les Etats membres du Conseil de l'Europe n'étant pas encore membres du GRECO sont : Andorre, Autriche, Azerbaïdjan⁶, Italie, Liechtenstein, Fédération de Russie, Saint-Marin, Suisse et Ukraine.

11. Le Secrétaire Exécutif informe les participants des dernières visites du Deuxième Cycle d'Evaluation (Lettonie, Luxembourg, Finlande, Pologne et Islande). Les rapports d'évaluation concernant ces pays sont à un stade avancé de préparation et devraient pouvoir être examinés lors des prochaines Réunions Plénières.

12. Afin de faciliter la rédaction des rapports de conformité, le Secrétaire Exécutif rappelle aux délégations nationales l'importance de soumettre, avec les rapports de situation, les dispositions et annexes pertinentes dans une des deux langues officielles du Conseil de l'Europe.

V. Procédure d'évaluation de 1^{er} cycle

Examen du Projet de Rapport d'Evaluation sur les Etats-Unis d'Amérique

13. Le GRECO procède à l'examen, en première lecture, du Projet de Rapport d'Evaluation de Premier Cycle sur les Etats-Unis d'Amérique, tel qu'il figure dans le document Greco Eval I Rep (2003) 2F (P3).

³ La Turquie a ratifié la Convention STE n° 173 après la réunion, le 29 mars 2004.

⁴ Malte a ratifié la Convention STE n° 174 après la réunion, le 31/03/2004.

⁵ La Biélorussie a signée la Convention STE n° 174, le 25 mars 2004.

⁶ L'Azerbaïdjan rejoindra le GRECO le 1^{er} juin 2004.

14. En premier lieu, les évaluateurs présents, faisant partie de l'équipe d'évaluation du GRECO qui s'est rendue aux Etats-Unis d'Amérique, M. Jacek Garstka (Pologne), M. Drago Kos (Slovénie), M. Antti Pihlajamäki (Finlande) et M. Eberhard Siegismund (Allemagne) présentent oralement leur appréciation de la situation aux Etats-Unis d'Amérique dans le domaine de lutte contre la corruption, à la lumière des thèmes faisant l'objet du Premier Cycle d'évaluation.

15. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique font état au GRECO des commentaires des autorités américaines sur le projet de rapport. A l'issue de la présentation, les intervenants du Portugal et de « l'ex-République yougoslave de Macédoine » désignés par le Bureau du GRECO conformément à l'article 29 paragraphe 2 du Règlement Intérieur, adressent aux représentants américains leurs questions sur le projet de rapport d'évaluation.

16. Le GRECO procède à un débat général sur la base des documents disponibles et des explications fournies. Ensuite, le GRECO effectue une première lecture du projet de rapport, paragraphe par paragraphe et convient des amendements à y apporter. Le GRECO examine enfin le projet amendé en deuxième lecture.

17. Le GRECO adopte, après deux lectures, le Rapport d'Evaluation du Premier Cycle sur les Etats-Unis d'Amérique, tel qu'il figure dans le document Greco Eval I Rep (2003) 2F.

18. Le GRECO invite la délégation américaine à confirmer dans les meilleurs délais l'accord des autorités des Etats-Unis d'Amérique pour lever la confidentialité du rapport d'évaluation les concernant.⁷

VI. Procédure d'évaluation de 2^{ème} cycle

Examen du Projet de Rapport d'Evaluation sur la République Slovaque

19. Le GRECO procède à l'examen, en première lecture, du Projet de Rapport d'Evaluation de Deuxième Cycle sur la République Slovaque, tel qu'il figure dans le document Greco Eval II Rep (2003) 2F (P3).

20. En premier lieu, les évaluateurs présents, faisant partie de l'équipe d'évaluation du GRECO qui s'est rendue en République Slovaque, à savoir M. Hans ABMA (Pays-Bas), Mme Olga VIDLAKOVA (République Tchèque) et M. William KEEFER (Etats-Unis d'Amérique) présentent oralement leur appréciation de la situation en République Slovaque dans le domaine de lutte contre la corruption, à la lumière des thèmes faisant l'objet du Deuxième Cycle d'Evaluation.

21. Les représentants de la République Slovaque font état au GRECO des commentaires des autorités slovaques sur le projet de rapport.

22. Le GRECO procède à un débat général sur la base des documents disponibles et des explications fournies. Ensuite, le GRECO effectue une première lecture du projet de rapport, paragraphe par paragraphe. Un certain nombre d'amendements sont apportés par le GRECO suite aux discussions lors de la première lecture du projet de rapport.

23. Le GRECO examine enfin le projet amendé en deuxième lecture.

⁷ L'accord pour la publication du rapport a été donné le 16 avril 2004.

24. Le GRECO adopte, après deux lectures, le Rapport d'Évaluation du Deuxième Cycle sur la République Slovaque, tel qu'il figure dans le document Greco Eval II Rep (2003) 2F.

25. Le GRECO invite la délégation slovaque à confirmer dans les meilleurs délais l'accord des autorités de la République Slovaque pour lever la confidentialité du rapport d'évaluation la concernant.⁸

VII. Procédure de conformité suite au 1^{er} cycle d'évaluation

Examen du Projet de Rapport de Conformité sur la Suède

26. Le GRECO procède à l'examen du projet de Rapport de Conformité sur la Suède, préparé par les deux rapporteurs désignés par le GRECO, Mme Claire HUBERTS (Belgique) et Mme Zuzana STOFOVA (République Slovaque), tel qu'il figure dans le document Greco RC-I (2003) 11F (P3). Le rapport a pour but d'évaluer les mesures prises par la Suède pour mettre en œuvre les recommandations que le GRECO lui a adressées dans le cadre du Premier Cycle d'Évaluation. Le Rapport de Conformité est basé sur le Rapport de Situation transmis par les autorités suédoises (Greco RS-I (2003) 11E) et les compléments d'informations sollicités ultérieurement par les rapporteurs.

27. Le GRECO examine le projet de rapport, paragraphe par paragraphe, et convient des amendements à y apporter.

28. Le GRECO adopte le Rapport de Conformité sur la Suède, tel qu'il figure dans le document Greco RC-I (2003) 11F.

29. Le GRECO invite la délégation de la Suède à confirmer, dans les meilleurs délais, l'accord des autorités suédoises pour lever la confidentialité du Rapport de Conformité la concernant.⁹

VIII. Le statut d'observateur auprès du GRECO

30. A la dernière Réunion Plénière, les participants ont été informés que le Bureau 22 avait chargé le Secrétariat de préparer une version révisée du document de travail sur la question du statut d'observateur auprès du GRECO, en vue de son examen par le Bureau 23. Suite à des consultations avec le Service du Conseil Juridique de la Direction Générale des Affaires Juridiques, le Bureau 23 a approuvé le document Greco (2003) 27F Rév3. Le GRECO examine le document et l'adopte avec quelques amendements mineurs (Greco (2003) 27F Rév4).

IX. Demande de commentaires adressée au GRECO

31. Lors de leur 872^e réunion, les Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe ont décidé de communiquer au GRECO la Recommandation 1646 (2004) de l'Assemblée Parlementaire du CdE : « Améliorer les perspectives des pays en développement : un impératif moral pour le monde », pour commentaires éventuels. Par la suite, le Bureau du GRECO a chargé le Secrétariat de préparer, en consultation avec M. Paul STEPHENSON (Royaume-Uni), un projet de commentaires pour examen lors du GRECO 17. Le GRECO adopte les commentaires à la Recommandation 1646 (2004) tels qu'ils figurent au document Greco (2004) 4F Rév et charge le Secrétariat de transmettre le document au Comité des Ministres.

⁸ Suite à l'autorisation des autorités de la République Slovaque, le rapport d'évaluation a été rendu public le 1^{er} avril 2004.

⁹ L'accord pour la publication du rapport a été donné le 22 avril 2004.

X. Adoption du Quatrième rapport général d'activités pour 2003

32. Le GRECO procède à l'examen du projet du Quatrième rapport général d'activités pour 2003. Le rapport est adopté tel qu'il figure au document Greco (2004) 2F Rév2. Le GRECO charge le Secrétariat de transmettre le rapport au Comité Statutaire et au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, conformément à l'article 8, para. 1, iii du Statut. Par ailleurs, le Président du GRECO sera invité à présenter le rapport lors d'une audition au cours d'une prochaine réunion des Délégués des Ministres.

XI. Divers

33. Le GRECO approuve le Calendrier des évaluations du deuxième cycle, y compris les évaluations conjointes des premier et deuxième cycle, tel qu'il figure au document Greco Eval II (2004) 3bil du 25 mars 2004. Le GRECO prend note également de la composition des Equipes chargées de l'évaluation du deuxième cycle des membres qui composent les Groupes E et F (Greco Eval II (2003) 1bil du 25 mars 2004).

34. Le Président charge le Secrétariat de prendre contact avec les autorités centrales de l'OSCE en vue d'organiser une audition pour débattre des activités anti-corruption de cette organisation, lors de la 18^{ème} Réunion Plénière du GRECO.

35. Il est rappelé que le Comité Statutaire du GRECO, lors de sa 8^{ème} Réunion du 15 décembre 2003 a convenu d'examiner en 2004 la possibilité d'ajuster les taux minimum et maximum du barème des contributions pour 2005 afin de tenir compte de manière appropriée de l'augmentation du nombre des membres du GRECO. Des propositions à ce sujet seront préparées par la Direction des Finances en collaboration avec le Secrétariat du GRECO, pour examen par le Comité Statutaire.

36. A l'occasion du prochain départ à la retraite de M. Manfred MÖHRENSCHLAGER (Allemagne) qui quittera également le GRECO en tant que représentant de l'Allemagne, le Président du GRECO exprime les remerciements du Groupe pour sa contribution essentielle au travail du GRECO, tant en sa qualité de représentant de l'Allemagne qu'en celle de membre du Bureau pendant le premier cycle d'évaluation.

XII. Adoption des décisions du GRECO

37. Le GRECO 17 adopte la liste des décisions telle qu'elle figure au document Greco (2004) 5F.

XIII. Clôture de la réunion et dates des prochaines réunions

38. Le GRECO décide de tenir la 24^{ème} Réunion du Bureau à Strasbourg du 22 au 23 avril 2004 et la 18^{ème} Réunion Plénière à Strasbourg du 10 au 14 mai 2004 (5 jours). Afin de faire face à une charge de travail croissante, le GRECO souligne avec insistance qu'il pourrait s'avérer nécessaire de prolonger également les autres réunions plénières prévues en 2004 sur 5 jours. Par conséquent, il invite le Secrétariat à trouver les appropriations financières requises dans le budget du GRECO pour 2004.

ANNEXE I

LIST OF PARTICIPANTS /LISTE DES PARTICIPANTS

ALBANIA / ALBANIE **Apologised / Excusé**

ARMENIA / ARMENIE

Mr Ashot GALOYAN (Head of delegation)
Adviser to the Minister of Foreign Affairs, Ministry of Foreign Affairs

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Isabelle VAN HEERS (Chef de délégation)
Vice-Présidente du GRECO – Vice-President of GRECO
Magistrat Fédéral, Parquet Fédéral

Mle Claire HUBERTS
Conseiller adjoint, Service des questions pénales, générales et internationales, Direction Générale de la Législation pénale et des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Srdja VRANIC
Chief of Staff for the Prime Minister of Republika Srpska, Government of Republika Srpska

BULGARIA / BULGARIE

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)
Head of Department International Legal Cooperation, Ministry of Justice

CROATIA / CROATIE

Mr Željko HORVATIĆ
Professor, Faculty of Law

CYPRUS / CHYPRE

Mrs Eva ROSSIDOU PAPAKYRIACOU (Head of delegation) – **Apologised / Excusé**
Counsel of the Republic, Law office of the Republic of Cyprus

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mrs Kateřina CIZLOVA (Head of delegation)
Lawyer, International Department, Section for International Organisations and International Cooperation, Ministry of Justice

Mr Petr POSPISIL
Security Policy Department, Section of the Security-administrative Agendas, Ministry of the Interior

DENMARK / DANEMARK **Apologised / Excusé**

ESTONIA / ESTONIE

Ms Mari-Liis LIIV (Head of delegation)
Corruption Specialist, Crime Policy Department, Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department

FRANCE

M. Franck ZIENTARA (Chef de délégation)
Magistrat, Chargé de mission auprès du Directeur des Affaires Juridiques, Ministère des Affaires
Etrangères

GEORGIA / GEORGIE

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Manfred MÖHRENSCHLAGER (Head of delegation)
Head of Division, Ministerial Council, Ministry of Justice

GREECE / GRECE

Mr Gerassimos FOURLANOS
Judge by the Court of Appeal in Athens, c/o Ministry of Justice

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ákos KARA (Head of delegation)
Head of Division, Ministry of Justice

Mr Sandor DUSIK
Principal Counsellor, Ministry of Interior

ICELAND / ISLANDE

Ms Ragna ARNADOTTIR (Head of delegation) – **Apologised / Excusé**
Director of Legal Affairs, Ministry of Justice

IRELAND / IRLANDE

Ms Nicola MURPHY (Head of delegation)
Administrative Officer, Dept of Justice, Equality and Law Reform, Criminal Law Reform Division

Mr Tony McDERMOTTROE (22+23/03)
Principal Officer, Criminal Law Reform Division

Ms Breda WALSH (24+25/03)
Department of Justice, Equality and Law Reform

LATVIA / LETTONIE

Mrs Inese TERINKA
Senior Specialist, Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Aušra BERNOTIENE – **Apologised / Excusé**
Deputy Director, Department of International Law and European Integration, Ministry of Justice

LUXEMBOURG

M. Jean-Paul FRISING
Procureur d'Etat adjoint, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg

MALTA / MALTE

Mr Anthony BORG BARTHET (Head of delegation) – **Apologised / Excusé**
Attorney General, Attorney General's Office

MOLDOVA

Mrs Elena ECHIM

Head of Section of Treaties and European integration, Directorate of Governmental Agent and International Relations, Ministry of Justice

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Eline WEEDA (Head of delegation)

Policy maker at the Investigation Department, Ministry of Justice

NORWAY / NORVEGE

Mr Atle ROALDSØY (Head of delegation)

Senior Adviser, Police Department, Ministry of Justice

POLAND / POLOGNE

Mr Jacek GARSTKA (Head of delegation)

Judge, Department of International Co-operation and European Law, Ministry of Justice

Mrs Iwona JANOWSKA-MARCINIAK

Senior Specialist, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation

PORTUGAL

Mrs Luisa Maia GONÇALVES (Head of Delegation)

Director of Department, International Relations, Ministry of Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Mme Nicoleta ILIESCU (Chef de délégation)

Conseillère du Ministre de la Justice, Direction des Etudes et Elaboration des Actes normatifs et Documentation, Ministère de la Justice

SERBIA AND MONTENEGRO / SERBIE ET MONTENEGRO

Mr Veselin SUKOVIC (Head of delegation)

Director of the Anti-Corruption Initiative Agency

Ms Aleksandra DRECUN

Director of Anti-Corruption Center

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Tibor BARÁTH

Head of N.C.B INTERPOL

Mr Ján HRUBALA

Government Office of the Slovak Republic, Department for the Fight Against Corruption, Head of the department

Mr Vladimír TURAN

Evaluator, Special Prosecutor of the General Prosecutor Office

Ms Alexandra KAPIŠOVSKÁ

Evaluator, adviser of the Department of International Affairs, Ministry of Justice

Mme Zuzana STOFOVA

Conseiller Juridique, Section du Droit International et Intégration Européenne, Service des Affaires Etrangères et des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS
President of GRECO / Président du GRECO
State Undersecretary, Office for the Prevention of Corruption

Mr Roman PRAH (Head of delegation)
Assistant Director, Office for the Prevention of Corruption

SPAIN / ESPAGNE

Mrs Marta BETANZOS ROIG (Head of delegation)
Deputy Director General for Justice in the European Union and other International Bodies, Ministry of Justice

M. Rafael ÁLCALA PÉREZ-FLORES
Magistrat – Conseiller du Directeur Général de la Politique Législative et de la Coopération Juridique Internationale

SWEDEN / SUEDE

Mr Kazimir ÅBERG (Head of delegation)
Director of International Affairs, Head of Director – General's Office, Economic Crimes Bureau

Mr Håkan ÖBERG – **Apologised / Excusé**
Director, Division of International Affairs, Economic Crimes Bureau

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Prof. Nikola TUPANCEVSKI (Head of delegation)
Faculty of Law (Criminal Law), University "St. Cyril and Methodius"

TURKEY / TURQUIE

M. Ateş Hasan SÖZEN (Head of delegation)
Directeur Général Adjoint du Droit International et des Relations Extérieures, Ministère de la Justice

Mr Alaettin CANGÖZ
Deputy Head of the Department of External Relations, Ministry of the Interior

M. Aydın Sefa AKAY
Adjoint au Représentant Permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe, Conseiller, Section des Affaires Juridiques, Représentation Permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul STEPHENSON (Head of delegation) – **Apologised / Excusé**
Head of Corruption and Criminal Policy Section, Home Office, Sentencing and Offences Unit

Ms Anna HODGSON
Policy Advisor, Home Office

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Mark RICHARD (Head of delegation)
Senior Counsellor for Criminal Justice Matters, US Mission to the European Union

Mr Joseph GANGLOFF
Senior Counsel, Office of International Affairs, U.S. Department of Justice

Mr John BRANDOLINO
Director for Anticorruption and Governance Initiatives, US Department of State (INL)

Ms Jane LEY
Deputy Director, Government Relations and Special Projects, U.S. Office of Government Ethics

Mr Richard ROGERS
Deputy Chief of Staff, Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division,
Department of Justice

SCIENTIFIC EXPERT / EXPERT SCIENTIFIQUE

Prof. Dr Albin ESER
Max Planck-Institute for Foreign and International Penal Law, Abteilung Strafrecht

EXPERT-EVALUATORS RESPONSIBLE FOR THE EVALUATION OF THE FOLLOWING COUNTRIES / EXPERTS-EVALUATEURS RESPONSABLES DE L'ÉVALUATION DES PAYS SUIVANTS

**First Round Evaluation of the United States of America /
Evaluation du Premier Cycle des Etats-Unis d'Amérique**

Mr John BARLOW (United Kingdom / Royaume-Uni) – **Apologised / Excusé**
Consultant, Pharmaceutical Security Institute

Mr Jacek GARSTKA (Poland / Pologne)
Judge, Department of International Co-operation and European Law, Ministry of Justice, Adviser in
Justice and Home Affairs, Representation of Poland to the European Union

Mme Marie-Odile BAUR (Belgium / Belgique) – **Apologised / Excusé**
Expert national détaché à Bruxelles, Commission Européenne, Direction Générale Justice et Affaires
Intérieures, Unité de Coopération Judiciaire en matière civile

Mr Drago KOS (Slovenia / Slovénie)
State Undersecretary, Office for the Prevention of Corruption

Mr Antti PIHLAJAMÄKI (Finland / Finlande)
Chief Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office of Turku Administrative District

Mr Eberhard SIEGISMUND (Germany / Allemagne)
Director of Directorate R B (Judicial System), Ministerialdirigent, Ministry of Justice

**Second Round Evaluation of the Slovak Republic /
Evaluation du Deuxième Cycle de la République Slovaque**

Mr Hans ABMA (Netherlands / Pays-Bas)
Ministry of Justice, International Criminal Affairs and Drugs Policy Department

Mrs Olga VIDLAKOVA (Czech Republic / République Tchèque)
Head of Public Administration Section, Institute of Legal Education and Information

Mr William A. KEEFER (USA)
Assistant Commissioner, Office of Internal Affairs, United States Customs Service

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO /
PRÉSIDENT DU COMITÉ STATUTAIRE DU GRECO**

Mme Anna LAMPEROVÁ, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentant Permanent
de la République Slovaque au Conseil de l'Europe

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE /
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ
Apologised / Excusé

REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC
Apologised / Excusé

OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE

Melle Gwenaëlle LE COUSTUMER

Administrateur, Division de Lutte contre la Corruption, Direction des Affaires Financières, Fiscales et des Entreprises, Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Mr Manuel LEZERTUA, Head of the Department of Crime Problems, Directorate General I – Legal Affairs, Council of Europe

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO, Directorate General I – Legal Affairs, Council of Europe

M. Carlo CHIAROMONTE, Administrateur, Direction Générale I - Affaires Juridiques, Conseil de l'Europe

Mr Björn JANSON, Administrative Officer, Directorate General I – Legal Affairs, Council of Europe

M. Spyros TSOVILIS, Administrateur, Direction Générale I - Affaires Juridiques, Conseil de l'Europe

Mr Rupert VINING, Directorate General I – Legal Affairs, Council of Europe

Ms Ana RUSU, Direction Générale I - Affaires Juridiques, Conseil de l'Europe

Ms Vanessa MATTHEWS, Directorate General I – Legal Affairs, Council of Europe

Ms Fiona MYLES, Assistant, Directorate General I – Legal Affairs, Council of Europe

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant (Evaluation rounds), Directorate General I – Legal Affairs, Council of Europe

Mlle Laure PINCEMAILLE, Assistante (Cycles d'évaluation), Direction Générale I - Affaires Juridiques, Conseil de l'Europe

Ms Simona GHITA, Webmaster, Direction Générale I - Affaires Juridiques, Conseil de l'Europe

INTERPRETERS / INTERPRETES

Mme Sally BAILEY

Mlle Isabelle MARCHINI

Mme Julia TANNER

ANNEXE II

AGENDA / ORDRE DU JOUR

1. Opening of the meeting at **09h30** / *Ouverture de la réunion à 09h30*
 2. Adoption of the draft agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
 3. Information by the President / *Information par le Président*
 4. Information by the Executive Secretary / *Information par le Secrétaire Exécutif*
 5. Communication by the Bureau 23 / *Communication du Bureau 23*
 6. **First reading** and examination of the draft Second Round Evaluation Report on: / **Première lecture** et examen du projet de Rapport d'Evaluation du Deuxième Cycle sur:
 - **Slovak Republic / République Slovaque** : Monday (consideration in plenary) / *lundi (examen en plénière)*
 7. **First reading** and examination of the draft First Round Evaluation Report on: / **Première lecture** et examen du projet de Rapport d'Evaluation du Premier Cycle sur:
 - **United States of America / Etats-Unis d'Amérique** : Tuesday – Wednesday (consideration in plenary) / *mardi – mercredi (examen en plénière)*
- The evaluators and the national delegations concerned are, nevertheless, requested to be available during the following periods : / Les évaluateurs et les délégations nationales concernés sont, toutefois, invités à être disponibles pendant les périodes suivantes :**
- **Slovak Republic / République Slovaque** : Monday all day and Tuesday morning / *lundi toute la journée et mardi matin*
 - **United States of America / Etats-Unis d'Amérique** : Monday, Tuesday and Wednesday all day / *lundi, mardi et mercredi toute la journée*
8. **Second reading** and adoption of the draft Second Round Evaluation Report on the **Slovak Republic** and the draft First Round Evaluation Report on the **United States of America** (Thursday) / **Deuxième lecture** et adoption du projet de Rapport d'Evaluation du Deuxième Cycle sur la **République Slovaque** et du projet de Rapport d'Evaluation du Premier Cycle sur les **Etats-Unis d'Amérique** et (*jeudi*)
 9. Examination and adoption of the draft First Round **Compliance Report** on : / Examen et adoption du projet de **Rapport de Conformité** du Premier Cycle sur :
 - **Sweden / Suède** : Wednesday afternoon / *mercredi après-midi*
 10. Observer Status within GRECO / *Le Statut d'Observateur auprès du GRECO*
 11. Adoption of the draft Fourth General Activity Report of GRECO (2003) / *Adoption du projet du Quatrième rapport général d'activités du GRECO (2003)*

12. Draft comments on Parliamentary Assembly Recommendation 1646 (2004): "Improving the prospects of developing countries: a moral imperative for the world", following a request by the Committee of Ministers / *Projet de commentaires sur la Recommandation 1646 (2004) de l'Assemblée parlementaire: « Améliorer les perspectives des pays en développement : un impératif moral pour le monde », à la demande du Comité des Ministres*
13. Second Round Evaluation of Georgia / *Evaluation du Deuxième Cycle de la Géorgie*
14. Second Evaluation Round: Evaluation Schedule (Secretariat Proposals) / *Deuxième Cycle d'Évaluation : Calendrier des Évaluations (Propositions du Secrétariat)*
15. Second Evaluation Round: Composition of evaluation teams (Groups E-F) / *Deuxième Cycle d'Évaluation : Composition des équipes d'évaluation (Groupes E-F)*
16. Miscellaneous / *Divers*
17. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*